Les colonnes infernales de la défaite civilisationnelle

Cet article a été inspiré par une analyse du géopolitologue russe Alexandre Douguine / http://lesakerfrancophone.fr/la-6eme-colonne dans laquelle il décrit les tenants et aboutissants du concept nouveau de « sixième colonne ». Partant de ces constats très pertinents du côté russe, il m'est apparu utile d'en analyser les pendants du côté occidental. Le résultat de cette étude révèle bien autre chose qu'une entité, plus ou moins formelle, hostile aux peuples : elle révèle l'existence institutionnelle, en France, en Occident et au niveau mondial, de puissances d'argent dominantes, structurellement hostiles à tous les peuples du monde.

1.Le contexte occidental

Dans mes précédentes analyses de géopolitique économique (voir ma série d'articles publiés sur le site du Saker francophone : http://lesakerfrancophone.fr/category/auteurs/valerie-bugault), j'ai beaucoup insisté sur le fait que la conception française traditionnelle du droit avait été, depuis l'avènement des institutions européennes, battu en brèche au profit d'une conception anglo-saxonne, de nature économique et financière. J'ai également axé mon décryptage du système économique global sur le fait que la notion d'Etat était devenue, depuis le XXème siècle, une variable d'ajustement d'un modèle devenu supérieur, le modèle de l'entreprise de type capitalistique. Il résulte de mes analyses que le modèle civilisationnel anglo-saxon s'est peu à peu imposé dans tous les pays occidentaux, transformant derechef le « fait politique » en « fait économique ».

Cette évolution française et occidentale, sans accroc et accélérée au niveau mondial depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, a en réalité commencé bien avant par la captation, par les puissances d'argent, du pouvoir politique.

Les puissances d'argent ont commencé leur captation du pouvoir politique en Occident en s'emparant de façon hégémonique du « fait monétaire », qu'elles ont extirpé de tout contrôle politique au moyen de la création du concept de « banque centrale » (lire à cet égard : http://lesakerfrancophone.fr/decryptage-du-systeme-economique-global-17-geopolitique-du-systeme-banques-centrales). Ces banques centrales, présentées comme des entités étatiques mais réellement sous contrôle de capitaux et d'intérêts strictement privés, sont depuis longtemps les seules régulatrices des questions monétaires, elles contrôlent la masse monétaire en circulation dans chaque pays et finalement l'évolution de l'économie desdits pays. Ces banques, dénuées de tout contrôle politique, travaillent pour les intérêts des plus grands capitalistes. L'une des prérogatives régaliennes essentielles, le fait de battre monnaie, ne ressort désormais plus des compétences de l'Etat, occasionnant par là même une perte sérieuse de légitimité et de souveraineté de l'Etat.

Mais il y a plus, l'Etat lui-même est devenu, en Occident, le porte-parole des intérêts des plus grands détenteurs de capitaux. A cet égard, permettez-moi de prendre plus précisément l'exemple de la France, car tous les pays d'Europe occidentale, s'ils aboutissent au même résultat, n'ont pas suivi le même déroulement historique. En France, pays traditionnellement centralisateur, le fait politique est, depuis la troisième République, concentré autour de deux concepts : des partis politiques hiérarchisés et la « fabrique » d'homme politique professionnels, par des écoles et des formations plus ou moins dédiées formant un vivier de recrutement. Ce phénomène permet une appropriation relativement aisée du pouvoir politique au moyen de la prise en main du sommet hiérarchique des « partis politiques » et de la corruption des quelques élèves sortant des fabriques à personnalités politiques. Cette

corruption est d'ailleurs tout autant active que passive en raison de l'orientation idéologique du processus de formation lui-même ; l'instruction claironnée et tellement vantée s'analysant beaucoup plus en un formatage (matérialiste) des esprits qu'en une élévation de ces derniers.

Il résulte des phénomènes décrits ci-dessus qu'en France – et plus généralement en Occident – l'Etat s'est vu approprié par des intérêts privés sélectifs, perdant au passage sa légitimité intrinsèque. Le « fait politique » est devenu partie intégrante du « fait économique » dans la mesure où les intérêts privés des plus grands capitalistes – oligarques – ont mis la force publique résultant des institutions étatiques à leur service. Dès lors, « le fait » politique n'a plus pour vocation d'organiser, le plus sereinement possible, la vie en commun sur un territoire donné mais a pour fonction de faire respecter, par le plus grand nombre, les intérêts financiers – homogènes – d'une caste particulière d'individus, les grands capitalistes accapareurs.

2.Identification de la sixième colonne dans le contexte occidental

Il résulte de l'analyse du contexte ci-dessus décrit que la sixième colonne identifiée par Alexandre Douguine n'a pas réellement d'équivalent en France et plus largement dans les pays occidentaux. Ou plutôt, ce sont les Etats et, plus récemment, les organisations étatiques supranationales (c'est-à-dire les institutions de l'Union Européenne) qui sont eux-mêmes les porte-paroles de cette sixième colonne.

Pour revenir à la France, symbole éternel de l'évolution occidentale, l'Etat issu de la Révolution française a été approprié par les puissances d'argent, à savoir la bourgeoisie commerçante, devenue et mélangée à la bourgeoisie bancaire, enrichie par le commerce lié aux grandes découvertes et par la gestion des monnaies. Plus récemment, l'Union européenne a continué et accentué le processus mettant directement les institutions publiques au service de ces puissances d'argent ; en Europe occidentale les multinationales font les lois, qui s'appliquent à tous, et les « juridictions » européennes sont les garantes de cet ordre économique nouveau.

Ainsi, après 1789, la France est passée d'une Monarchie, qui avait pour contre-pouvoirs tous les corps intermédiaires, à une oligarchie financière dénuée de tout contre-pouvoir, le tout sous le vocable trompeur de démocratie. La démocratie est le vêtement dont se pare le pouvoir sous le prétexte qu'existe une représentation populaire (pouvoir législatif). Mais cette représentation est, dans les faits, c'est-à-dire concrètement, catégorielle et non pas populaire parce que contrôlée par des partis politiques sous influence des puissances d'argent. L'appareil d'Etat (pouvoir exécutif) est par ailleurs lui-même géré par des hommes politiques issus du vivier contrôlé par ces mêmes puissances d'argent.

Il en résulte de la présente analyse qu'en Occident, c'est la structure même du pouvoir qui correspond au concept de 6ème colonne identifié par Alexandre Douguine.

Aucun Etat occidental n'a cherché à s'affranchir de l'emprise des puissances d'argent qui donnent le « la » politique et dictent leur conduite à des Etats qui sont en réalité les gestionnaires des intérêts financiers des oligarchies occidentales associées. Certes, nous avons assisté en France et en Occident à des variations apparentes de politique mais ces variations étaient entièrement dues aux choix effectués par les puissances d'argent dominantes : tantôt celles-ci étaient assez fortes, notamment en raison de leurs colonies, pour s'autogérer, tantôt

elles ont dû s'allier à d'autres puissances d'argent ayant une conception différente de la vie en société et se plier, en conséquence, devant ces nouvelles conceptions.

D'empire continental, la France (comme l'Allemagne et toutes les anciennes puissances d'Europe) est devenue colonie de l'empire des mers. Le droit continental écrit, civilisationnellement structurant, hérité de l'empire romain, a ainsi définitivement cédé la place au droit anglo-saxon tout entier tourné vers la prédation économique des puissances d'argent.

3.La disparition inéluctable de l'ordre politique continental au profit de l'ordre politique atlantiste

La raison pour laquelle la France et tous les pays continentaux d'Europe occidental ont perdu leur identité civilisationnelle était, dès le départ, inscrite dans la structure même de leur pouvoir. La force de leurs puissances d'argent s'est avérée inférieure à la force des puissances d'argent dûment organisées à la façon britannique, et plus largement anglo-saxonne. Les anglo-saxons ont, depuis toujours, une conception économique de la vie en société qui a grandement favorisé l'émergence d'un modèle de captation des richesses aujourd'hui internationalement déployé par les instances internationales qui font « l'ordre international ». C'est précisément ce modèle qui s'est érigé en pouvoir absolu non seulement au niveau local mais aujourd'hui au niveau mondial.

Le jour, symboliquement représenté par l'avènement de la Révolution Française, où la France a banni la civilisation de l'être pour adopter, de façon extérieure à son propre développement, la civilisation de « l'avoir », et des « avoirs », elle a perdu non seulement sa suprématie politique mais aussi et surtout sa raison d'être. Reléguée à un rôle de boutiquier financier qu'elle n'a jamais vraiment maîtrisé, la France s'est volontairement soumise à son maître en la matière : la civilisation « de la mer », dirigée par les puissances financières anglo-saxonne.

La France n'était France que parce qu'elle n'avait pas donné la prééminence aux puissances d'argent. Autrement dit, la France n'était indépendante et autonome qu'à l'époque, qui correspond à l'ordre monarchique de l'Ancien Régime, où la spiritualité chrétienne était une valeur supérieure à la détention matérielle : la France n'avait d'existence institutionnelle réelle que parce qu'elle organisait, de façon structurelle, la supériorité de « l'être » sur « l'avoir », le statut social et les réalisations des individus passant avant leurs avoirs matériels – aujourd'hui simples numéros (dématérialisés) indiqués sur des compte en banque dont les titulaires ne sont pas propriétaires.

Les évènements, de type tectonique, ci-dessus décrits ne peuvent se voir qu'une fois leur mouvement achevé, car de telles modifications, lentes par nature, sont peu apparentes. En revanche, elles opèrent des modifications si radicales des fondamentaux civilisationnels que leur résultat final est proprement spectaculaire : il rend méconnaissable le point de départ, qui était la notion d'Etat souverain, juridiquement déclinée en un Souverain qui dirige un Etat.

4.L'avènement transnational du pouvoir sans racine et de l'homme sans humanité comme finalité des puissances d'argent dominantes

Le point d'arrivée de ce mouvement tectonique, « forcé » par les puissances d'argent dominantes du point de vue institutionnel mais minoritaires du point de vue démographique,

n'est, par construction, pas conforme à la vocation profonde des peuples concernés. C'est précisément la raison pour laquelle ces puissances d'argent estiment aujourd'hui indispensable de briser ce qu'il reste de cohésion nationale, identifiée avec le concept d'Etat-nation. La victoire ne sera totale pour les puissances d'argent que le jour où il ne restera plus aucune poche de résistance civilisationnelle, c'est-à-dire le jour où la structure sociétale naturelle des peuples aura été éradiquée. Nous assistons ainsi, partout dans le monde, à une radicalisation tendant à faire disparaître le regroupement des peuples par affinités culturelles, linguistiques et historiques : ce qui se fait au moyen de guerres, de coups d'Etat, de migrations forcées, d'organisation de la perte de repères spirituels et religieux. Ce mouvement est naturellement mondial puisqu'initié par les puissances d'argent prééminentes ayant organisé l'ordre international.

Plus généralement, il est une leçon de l'histoire que ces puissances d'argent victorieuses connaissent et redoutent : « chassez le naturel et il reviendra au galop ».

L'ordre naturel est tout entier, ab initio, le pire ennemi des puissances d'argent dominantes. Elles veulent bannir, interdire ou rendre impossible toute procréation naturelle, alimentation naturelle, soins naturels, culture et élevages naturels, regroupement naturel d'individus, « droit naturel » et finalement toute humanité, tant il est vrai que l'humanité est une part du processus naturel qu'elles honnissent.

De leur détestation du « naturel », vient notamment le subit développement national et international de la théorie du genre. C'est également en raison de leur détestation du « fait naturel » que les puissances d'argent rêvent aujourd'hui de s'approprier physiquement la notion d'homme nouveau. Elles rêvent ainsi de créer un homme augmenté, par les pouvoirs de la science, faisant dangereusement dériver l'espèce humaine vers le transhumanisme, dont le développement technique est confié à des personnalités autistiques de type asperger, coupées par essence du reste de l'espèce humaine par le fait qu'elles ne ressentent pas d'émotions positives les liant au groupe. Il faut d'ailleurs voir dans ce processus de recherche d'un « homme nouveau » la raison d'être, développée à partir de la seconde moitié du XXème siècle, de la hiérarchisation sociale des individus en fonction de prétendus QI (coefficient intellectuel), lesquels sont formatés pour mettre en avant les capacités « calculatoires » d'individus que l'on cherche à couper de toute réactions émotionnelles distinctives ; ces mêmes réactions émotionnelles qui ont assuré la survie de l'espèce humaine au fil des âges.

L'avènement de cet Homme nouveau-augmenté sera réservé aux puissances d'argent victorieuses. Il s'accompagnera d'un Nouvel Ordre Mondial – gouvernement mondial autoritaire, centralisateur à l'extrême, accompagné d'une religion mondiale et d'une crypto-monnaie mondiale – qu'une grande partie des populations ne connaîtra pas, vouées qu'elles sont à disparaître.

14 octobre 2016

Valérie Bugault